

La tripartite ne doit pas mettre en péril le modèle social luxembourgeois!

Les négociations de la tripartite ont commencé le 17 mars. Dans la phase préparatoire, les organisations patronales et les hauts fonctionnaires économistes ont essayé de préparer le pays à des baisses de revenus. Il était souvent question du système d'indexation automatique et des salaires apparemment trop élevés, deux facteurs qui seraient un frein à la compétitivité des entreprises luxembourgeoises. Certains pensaient même que les salaires devraient être réduits de 10% voire même de 20%, afin que les entreprises luxembourgeoises puissent résister à la pression de la concurrence internationale.

On a parlé ces dernières semaines également beaucoup d'économies à réaliser au niveau des dépenses sociales, d'une politique sociale sélective, d'une réduction des salaires à l'embauche dans la Fonction publique. Régulièrement un débat sur le régime général d'assurance pension et sur la prolongation de l'âge d'entrée à la retraite fut lancé. Comme si l'âge de la retraite avait à faire quoi que ce soit avec la crise actuelle! Et bien sûr, le côté patronal s'est plaint des charges fiscales. A ses yeux, le Luxembourg n'est plus le «paysage fiscal» le plus compétitif en comparaison internationale.

Dans la phase préparatoire de la tripartite, le gouvernement a en outre, sans véritable consultation préalable des partenaires sociaux, envoyé le Programme luxembourgeois de stabilité et de croissance à Bruxelles et a présenté dans ce document des calculs qui visent un déficit public zéro en 2014.

Les études de la Chambre des salariés sont parvenues dans de nombreux cas à des résultats contraires tant en ce qui concerne la situation des finances publiques que la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. L'OGBL et la Chambre des salariés ont fait d'autres calculs qui visent une réduction moins douloureuse du déficit public, par exemple un déficit public de 0,8% au lieu de 0% en 2014. Dans le cadre de ces analyses, les experts ont pris en compte tant le côté recettes que le côté dépenses du budget de l'Etat. Mais avec mesure. De ce fait, il s'est avéré pour nous que d'autres sorties de crise sont possibles, des sorties qui ne seraient pas aux dépens des petits et moyens revenus.

Vu ces divergences de vues sur la situation du pays et vu le fait qu'aujourd'hui personne n'est à même de prédire quand aura lieu la véritable reprise économique, l'OGBL demande de ne pas abandonner prématurément la politique anticyclique soutenant l'économie et le pouvoir d'achat. Axer sur une politique d'austérité en 2011 risque d'étouffer dans l'oeuf la reprise économique éventuelle.

Pendant la phase pré-tripartite, l'OGBL s'est fixé une discipline claire en ce qui concerne le genre de réformes qu'il n'appuiera pas.

En premier lieu, le système social luxembourgeois ne doit pas être affaibli. C'est ce système qui nous a protégé contre une catastrophe encore plus grande. Nous n'appuierons pas une politique d'austérité qui serait aux dépens du pouvoir d'achat et de la protection sociale des salariés et des pensionnés. Les salariés et les pensionnés ont déjà payé pour la crise par le biais notamment du retardement de l'indexation des salaires et pensions, du chômage, du chômage partiel et d'une extrême modération salariale pratiquée ces dernières années. Maintenant nous attendons à ce que les autres soient invités à



Onafhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

Christiane Wagner
Département Communication et Relations publiques

146, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg
Tél.: (+352) 496005-261 Fax: (+352) 496005-290 www.ogbl.lu
e-mail : Christiane.wagner@ogbl.lu

Communiqué de Presse

(suite)

passer à la caisse, notamment ceux avec les gros revenus.

Nous n'accepterons pas de coupes dans les prestations de la sécurité sociale de même que nous refuserons l'augmentation de la participation individuelle aux frais de soins de santé de la Caisse nationale de santé. De toute façon, ni la réforme du régime général d'assurance pension ni la situation financière de la Caisse nationale de santé sont des sujets à discuter au sein de la tripartite nationale. Ces négociations sont menées ailleurs.

Nous l'avons souvent répété: nous n'accepterons aucune manipulation de l'index. Ce n'est définitivement pas l'indexation des salaires et pensions qui a causé cette crise et l'index n'est pas non plus un facteur inflationniste comme le prétend à tout moment la Banque centrale!

En outre, nous ne tolérerons aucune ingérence dans les négociations salariales entre partenaires sociaux tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

Nous nous attendons à ce que la politique de l'emploi et du marché du travail soit au centre des débats tripartites, et non les finances publiques et/ou la compétitivité. Car, les problèmes les plus pressants pour notre pays ne sont pas les problèmes de comptabilité publique, ni l'augmentation des bénéfices des actionnaires voire des primes et bonus des dirigeants d'entreprises, non, les problèmes en relation avec le marché de l'emploi sont les plus importants auxquels nous devons faire face. Il s'agit de sorts humains dans ce cas, p.ex. des perspectives d'avenir d'enfants de parents victimes du chômage. Il y va de la cohésion sociale dans notre pays! Il faut résolument combattre le chômage croissant, en particulier le chômage des jeunes et des salariés plus âgés. La sécurisation financière de ces personnes ne doit en aucun cas être détériorée.

L'OGBL, en tant que première organisation salariale au Luxembourg, a comme mission primordiale d'éviter que dans le cadre de cette tripartite ne soient prises des décisions ayant comme conséquences que les salariés et les pensionnés paient une deuxième fois la facture et que notre modèle social soit affaibli. Nous nous attendons à d'âpres négociations mais nous ne viserons pas un accord à tout prix.